

## IL L'ACCUSE D'AVOIR PARLÉ EN «CHEF DE PARTI»

## Saâdani charge violemment Ouyahia

**C'est un Ammar Saâdani inhabituellement tendu, confus et visiblement très mal à l'aise qui a eu à animer une conférence de presse, hier mercredi, au siège de son parti, le FLN, à Alger. «Nous avons remporté les élections au Sénat, sans aucune alliance, contrairement à certains partis.» Cette première charge suffisait déjà en soi, pour deviner la cible du jour de l'atypique secrétaire général du FLN : le RND et, surtout son chef, Ahmed Ouyahia.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - L'homme entamera sa diatribe, d'abord par des propos allusifs, via les dernières élections sénatoriales. «Nous avons remporté 27 sièges sur les 48. Nous sommes majoritaires au Sénat. En plus, nous avons gagné sans aucune alliance contrairement à d'autres car, nous considérons que, par respect à nos électeurs, il fallait ne contracter aucune alliance. Les alliances sont d'ailleurs contre nature.»

Pour rappel, le RND de Ahmed Ouyahia a fait alliance, pour les élections sénatoriales du 29 décembre dernier, avec le FFS et le MPA. «Malgré une campagne féroce contre nous, nous avons remporté la majorité. Et, aujourd'hui, le FLN prouve qu'il est la première force politique du pays. Depuis le 10<sup>e</sup> congrès de juin 2015, le président de la République est le président du parti. Nous avons un Premier ministre appartenant au

FLN, 14 ministres dans le gouvernement, la majorité à la Chambre basse, la majorité au niveau des APW et des APC et, enfin, la majorité au Sénat.

S'adressant aux journalistes, il lancera : «J'espère que, désormais, vous n'allez plus écrire que le FLN n'est pas majoritaire au Sénat.» Ammar Saâdani ne cache pas son amertume et se lâchera carrément lorsqu'il évoquera le sujet d'actualité le plus immédiat, l'annonce du contenu du projet de la révision de la Constitution.

Plus précisément, le fait que ce soit Ouyahia qui le fasse. «Comment expliquez-vous que Ahmed Ouyahia ait banalisé le fait que le président de la République désigne le Premier ministre après consultation de la majorité parlementaire ?» fusait une question d'un confrère. Ce à quoi, Saâdani répondra sans aucune hésitation et sans la moindre nuance : «Il (Ouyahia, ndlr) a parlé comme un chef de



Saâdani ne digère pas que Ouyahia soit dans les bonnes grâces de Bouteflika.

parti.» Un peu plus tard, une autre question relancera Saâdani sur cette même question : «Que voulez-vous dire par là ?» Et toujours aussi sec, il répliquera : «Ce que je veux dire par là ? Eh bien, c'est clair : il n'avait pas le droit de parler de la sorte.» Ce qui est également très clair est que Saâdani n'a pas du tout digéré le fait que Bouteflika ait choisi son directeur de cabinet, Ahmed Ouyahia, pour faire cette importante annonce. Ce qui, de fait, lui a offert une extraordinaire

tribune que le SG du FLN n'est pas près d'avoir de sitôt. D'abord en termes de couverture et d'impact médiatiques. Ensuite, de par le message indirect que cela signifie : si Ouyahia est choisi pour une telle mission, l'annonce du plus important projet politique de Abdelaziz Bouteflika, cela signifie que l'homme est dans les bonnes grâces du patron d'El-Mouradia.

De facto, il éclipse un certain Ammar Saâdani qui a été propulsé comme la «vedette» de ces

deux dernières années, notamment à travers la mission «spéciale» dont il avait été chargé pour servir de «bélier» contre le général Toufik. Plus concrètement, les nouveaux challenges que s'appête à lancer Bouteflika, réputé être sans état d'âme en la matière, ne nécessitent pas forcément un rôle de premier plan à un Ammar Saâdani.

Ce dernier tentera toutefois de se consoler en s'attribuant l'essentiel des amendements importants introduits dans la nouvelle Constitution : «C'est nous qui avons proposé l'officialisation de la langue amazighe, c'est nous qui avons proposé une session parlementaire unique, c'est nous qui avons proposé l'amendement permettant à l'opposition de saisir le Parlement...».

Saâdani dira ainsi que, sur les quarante propositions du FLN, «vingt ont été retenues dans le projet final dont dix-sept qui sont vraiment fondamentales».

C'est à peine s'il ne dit pas que, tout compte fait, c'est le projet du FLN et non pas de Bouteflika. Une autre entorse aux «habitudes» si connues de Saâdani qui attribue, en temps ordinaire tout, absolument tout, que les choses positives, s'entend, au seul Bouteflika !

K. A.

## RÉACTIONS APRÈS L'OFFICIALISATION DE TAMAZIGHT DANS LA CONSTITUTION

# Réserves et doutes des militants et défenseurs de la langue amazighe à Béjaïa

**L'annonce de l'inscription de tamazight comme langue nationale et officielle dans la Constitution a été accueillie avec beaucoup de réserves à Béjaïa.**

Si la promotion de tamazight au statut de langue officielle est qualifiée d'avancée considérable dans le long combat de plusieurs générations, il n'en demeure pas moins que pour les militants et défenseurs de la cause, les termes avec lesquels est mentionnée sa prise en charge dans la mouture de la loi fondamentale du pays qui sera soumise pour adoption en février par le Parlement dans ses deux Chambres n'a pas manqué de susciter «des doutes quant à la bonne foi du pouvoir de réparer une injustice et réhabiliter réellement cette langue ancestrale dans son pays».

Nombre de militants de la cause amazighe à Béjaïa n'hésitent pas à parler «de manœuvre politique du pouvoir». «Comment expliquer que dans l'article 3 de la Constitution il est clairement stipulé que l'arabe demeure la langue officielle de l'Etat», s'est interrogé Nacer A., un militant MCB de Sidi-Aïch.

Pour cet ancien animateur du MCB, la précision n'est pas exempte «d'arrière-pensées» sachant que dans l'article 3 bis de cet avant-projet de Constitution,

«tamazight est seulement langue nationale et officielle. Elle n'est donc pas considérée au même titre que la langue arabe», regrette-t-il. Dans le même article 3 bis, il est stipulé : «L'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national.

Il est créé une Académie algérienne de la langue amazighe, placée auprès du président de la République. L'Académie qui s'appuie sur les travaux des experts est chargée de réunir les conditions de promotion de tamazight en vue de concrétiser, à terme, son statut de langue officielle».

Les termes de l'article en question sous-entendent que «la langue amazighe est officiellement officielle», ironise Sofiane Adjlane, ancien animateur du Mouvement citoyen. Et d'ajouter : «Parler d'un développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national veut dire clairement que le pouvoir ne considère pas tamazight comme langue mais un ensemble de simples dialectes en usage dans le pays», fait-il observer amèrement.

«Le pouvoir réédite l'expérience du royaume chérifien sur l'officialisation de tamazight en lui donnant un statut de sous-langue devant la langue arabe.

C'est un leurre de parler de l'officialisation de tamazight sans reconnaître les droits des communautés berbères. Nous revendiquons un statut officiel au même titre que la langue arabe avec une prise en charge effective de l'Etat et son développement dans tous les domaines. On nous donne un statut de sous langue et un statut folklorique. Une telle officialisation va engendrer plus de frustration et risque de conduire au démantèlement du pays», note encore Sofiane Adjlane, dans sa déclaration au *Soir d'Algerie*.

Même son de cloche chez Ikken Sofiane, avocat, militant des droits de l'Homme et président de l'association des victimes du printemps noir 2001. Cet avocat estime que «le régime a mal copié l'article 5/03 de la Constitution marocaine». Le président de l'association des victimes du printemps noir explique que «la Constitution marocaine stipule dans son article 5 alinéa 03 que tamazight est une langue officielle de l'Etat.

En revanche en Algérie après tant de sacrifices depuis avril 1980 jusqu'à 2001 où on a déploré la mort d'une centaine de jeunes kabyles en passant par le boycott scolaire 1994-1995 pour nous dire aujourd'hui que tamazight a un statut folklorique contrairement à la langue arabe qui est consacrée langue d'Etat.

Tamazight a un foyer qui s'appelle Tamazgha (le Nord africain). Je pense que le pouvoir algérien a raté une occasion pour réconcilier l'Algérie avec son histoire.

Avec ce genre d'inégalités dans le statut des deux langues c'est un autre clou qu'on enfonce dans le dos de l'unité nationale qui est déjà fragilisée par des pratiques régionalistes primitives», déplore le même militant.

Parlant de l'alinéa stipulant que «les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique», les militants de la cause amazighe craignent que sa promulgation ne connaisse le même sort que celui porté dans la Constitution marocaine consacrant aussi tamazight langue nationale et officielle qui attend toujours de voir le jour depuis plus de 5 ans.

De leur côté, les animateurs du manifeste kabyle estiment «qu'une officialisation de la langue amazighe, qui serait simplement une réparation symbolique et qui n'accorderait pas aux amazighophones le droit de la développer de manière souveraine dans leurs régions, sera un leurre constitutionnel, engendra encore plus de frustration et pérenniserait le sentiment d'exclusion».

A. Kersani